



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
25-26 rue des Ailes  
ZA n°2 des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 06/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RV Centre Ouest - ISDND Sonzay**

Parc d'activités de Conneuil  
Rue Gaspard Monge  
37270 Montlouis-Sur-Loire

Références : 2024/0835 - VAT20240606  
Code AIOT : 0010004012

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2024 dans l'établissement SUEZ RV Centre Ouest - ISDND Sonzay implanté Le Bois du Signal route de Château la Vallière 37360 Sonzay. L'inspection a été annoncée le 19/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV Centre Ouest - ISDND Sonzay
- Le Bois du Signal route de Château la Vallière 37360 Sonzay
- Code AIOT : 0010004012

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ISDND de capacité 150 000 tonnes par an.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD
- Radioactivité

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
10	Exploitation de la déchetterie	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite VI du 13/09/2023 - PdC8 - Contrôle de la radioactivité	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 2.2.1	Sans objet
2	Rejets atmosphériques - Moteurs de combustion	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.5	Sans objet
3	Rejets atmosphériques - Torchères	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.6	Sans objet
4	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.6	Sans objet
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 5.3.7.1	Sans objet
6	Prévention de la pollution des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 5.4.4.3	Sans objet
7	Production de lixiviats - Analyses	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 5.3.6	Sans objet
8	Production de lixiviats - Bilan	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 3.3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	annuel		
9	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 1.5.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suite VI du 13/09/2023 - PdC8 - Contrôle de la radioactivité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de la radioactivité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site est équipé d'un détecteur fixe de matières radioactives permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement entrant ou sortant. Le seuil est fixé à 2 fois le bruit de fond local. Le réglage du seuil de détection est vérifié et étalonné au moins une fois par an.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme.</b> Constat au 13/09/2023: L'exploitant n'a pas encore programmé le contrôle de l'année 2023. Courrier du 07/11/2024: Le contrôle du portique est prévu le 15 novembre 2023 par l'entreprise BERTIN Technologies (ex SAPHYMO). Le rapport sera mis à la disposition de l'Inspection des Installations Classées lors d'un prochain contrôle. Constat au 29/11/2024: Le rapport de contrôle du portique pour l'année 2023 a été présenté à l'inspection. Pour l'année 2024, le contrôle du portique a été effectué le 13/11/2024. Ces 2 rapports mentionnent que le portique est réglé à 2 fois le bruit de fond et qu'il est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Rejets atmosphériques - Moteurs de combustion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets des moteurs de combustion
<b>Prescription contrôlée :</b>  Cet article fixe, pour les moteurs de combustion du biogaz, les valeurs limites d'émission (sur gaz sec à 5% d'O <sub>2</sub> ) suivantes: SO <sub>2</sub> à 3000 mg/Nm <sup>3</sup> , CO à 1200 mg/Nm <sup>3</sup> , NO <sub>x</sub> à 525 mg/Nm <sup>3</sup> et poussières à 150 mg/Nm <sup>3</sup> .

Cet article prescrit également un contrôle tous les 3 ans des émissions de ces paramètres.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme.</b> Le dernier contrôle a été effectué le 19/04/2023. Tous les paramètres ont été analysés. Les résultats sont conformes. Il n'y a pas eu de contrôle en 2024. Le prochain contrôle est programmé pour 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Rejets atmosphériques - Torchères

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets des torchères
<b>Prescription contrôlée :</b>  Cet article fixe, pour les torchères, les valeurs limites d'émission du SO <sub>2</sub> à 350 mg/Nm <sup>3</sup> et du CO à 150 mg/Nm <sup>3</sup> . Cet article prescrit également un contrôle annuel de ces deux paramètres.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme.</b> Le dernier contrôle (2 torchères) a été effectué le 27/05/2024. Tous les paramètres ont été analysés. Les résultats sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Pollution de l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Composition du biogaz
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant procède, à ses frais, pendant la phase d'exploitation, au moins une fois par mois à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation en particulier en ce qui concerne la teneur en CH <sub>4</sub> , CO <sub>2</sub> , O <sub>2</sub> , H <sub>2</sub> S, H <sub>2</sub> O, H <sub>2</sub> (+ CO selon l'arrêté ministériel du 15/02/2016).
<b>Constats :</b>  <b>Conforme.</b> L'exploitant effectue mensuellement une analyse de la composition du biogaz capté. Tous les paramètres sont analysés. Les résultats sont reportés dans les bilans trimestriels des 3 premiers trimestres 2024 communiqués à l'inspection. Une synthèse figure dans le rapport annuel d'activité de l'année 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 5.3.7.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise trimestriellement une analyse de ses eaux souterraines (4 piézomètres) conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse complète des eaux souterraines, conformément à l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Constats :

Conforme.

L'exploitant effectue trimestriellement une analyse des eaux souterraines. Une fois sur deux, l'analyse comporte l'ensemble des paramètres visés par l'arrêté ministériel.

La 1ère analyse complète de l'année 2024 a été réalisée au 2nd trimestre.

Les résultats sont reportés dans les bilans trimestriels communiqués à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention de la pollution des eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 5.4.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans les eaux superficielles

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise trimestriellement une analyse de ses rejets d'eaux de ruissellement. Tous les trimestres, les paramètres analysés sont ceux figurant dans l'arrêté préfectoral (MES, DCO, DBO5, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Fe, Al et hydrocarbures).

Un trimestre sur deux, les analyses sont complétées par celles des autres paramètres figurant dans l'arrêté ministériel (COT, azote global, phosphore total, phénol, fluorures, cyanures libres et composés organiques halogénés).

Constats :

Conforme.

L'exploitant effectue trimestriellement une analyse des rejets d'eaux de ruissellement. Une fois sur deux, l'analyse comporte l'ensemble des paramètres visés par l'arrêté ministériel.

Les résultats sont reportés dans les bilans trimestriels communiqués à l'inspection. Les résultats des 3 premiers trimestres 2024 ne font pas ressortir de dépassement des VLE.

Pour mémoire - visite du 24/09/2024: lors de cette visite, il a été vérifié que les 3 analyses des substances PFAS, exigées par l'arrêté ministériel du 20/06/2023, avaient été réalisées et que les résultats avaient été reportés sur GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Production de lixiviats - Analyses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 5.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Composition et recirculation des lixiviats
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise mensuellement une analyse des lixiviats bruts. Des prélèvements et analyses sont bien effectués tous les mois au niveau du bassin amont. Tous les paramètres demandés sont analysés. L'exploitant réalise trimestriellement une analyse des lixiviats traités.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme.</b> L'exploitant effectue mensuellement une analyse des lixiviats bruts. Tous les paramètres sont analysés. Les résultats sont communiqués à l'inspection dans les rapports trimestriels. L'exploitant effectue trimestriellement une analyse des lixiviats traités. Tous les paramètres sont analysés. Les résultats sont communiqués à l'inspection dans les rapports trimestriels.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Production de lixiviats - Bilan annuel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan annuel d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une fois par an, l'exploitant adressera à l'Inspection des Installations Classées, en 2 exemplaires, un rapport d'activité comprenant une synthèse des informations sur la surveillance des eaux souterraines, des eaux de ruissellement, des lixiviats et du biogaz, sur les accidents et anomalies, ainsi que tout élément pertinent sur l'exploitation de l'installation de stockage de déchets dans l'année écoulée. Le rapport de l'exploitant est également adressé à la commission locale d'information et de surveillance.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme.</b> Le rapport annuel d'activité de l'année 2023 comporte une synthèse des analyses mensuelles des lixiviats bruts (§ 3.2.5).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 1.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Renouvellement des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant adressera à la Préfecture d'Indre-et-Loire le document établissant le renouvellement

des garanties financières au moins 3 mois avant leur échéance. Une copie sera également transmise à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme.</b> L'acte de cautionnement a été renouvelé le 21/02/2023 (montant 2 561 919,61 euros - période du 14/06/2023 au 13/06/2026). Il a été transmis à la préfecture et à l'inspection le 01/03/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Exploitation de la déchetterie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation de la déchetterie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le tableau des rubriques de classement du site mentionne l'exploitation d'une déchetterie située à l'entrée du site de l'ISDND.
<b>Constats :</b>  <b>Situation administrative: conforme (déchetterie non classable).</b> Lors de la visite, il a été constaté la présence: <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les déchets non dangereux, de 4 bennes (représentant un volume total de 75 m3),</li> <li>• pour les déchets dangereux, de divers contenants ne pouvant contenir au total que moins d'une tonne de déchets dangereux.</li> </ul> <b>Exploitation: présence de déchets interdits à l'apport.</b> Lors de la visite, il a été constaté la présence; <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans la benne "ferrailles": d'un micro-onde, de pneumatiques et de bombes aérosols (déchets interdits en apport sur la déchetterie),</li> <li>• dans la benne "tout-venant": d'un pneumatique (déchet interdit en apport sur la déchetterie).</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours